

2 GRAND ANGLE

FORMATION L'institut bramoisien se prépare à être intégré dans deux universités.

L'IUKB se prépare un

JEAN-YVES GABBUD

«Pour la fin 2014, la Confédération a demandé à l'IUKB, à l'instar des autres instituts universitaires autonomes, d'intégrer une des grandes universités romandes», déclare Philip Jaffé, directeur de l'Institut universitaire Kurt Bösch. Selon lui, il s'agit d'une décision qui ne vise pas l'IUKB,

pour les domaines des droits de l'enfant et du tourisme, et pour le Valais qui gardera ainsi sur son territoire une institution universitaire aujourd'hui renommée. Ce qui me dérange est que, périodiquement, des critiques tout à fait déplacées sont adressées à l'IUKB actuel qui ne ressemble en rien à l'institut qui défrayait la chronique voici plus de cinq ans.»



L'IUKB c'est 7 professeurs, 38 collaborateurs, 150 étudiants (formation continue comprise) et un campus de 20 chambres. LE NOUVELLISTE

« Les Universités de Lausanne et de Genève sont prêtes à investir deux millions par année pour l'IUKB. »

PHILIP JAFFÉ DIRECTEUR DE L'IUKB

mais reflète une décision fédérale de simplifier le paysage universitaire.

La fin des subventions fédérales

Une conséquence majeure: en 2015, la Confédération cessera son subside actuel à l'IUKB. «Nous négocions avec les universités, notamment de Genève et Lausanne, les meilleures formules pour valoriser au mieux les compétences académiques de l'IUKB, tout en maintenant les activités et les places de travail à Sion. Nous envisageons notre intégration comme une grande opportunité pour

Philip Jaffé ne cache pas son irritation. «Récemment, quelques politiciens ont tenté de faire mousser une polémique autour du budget de l'IUKB. Or, dans les négociations que nous avons avec le canton du Valais et les universités, il faut se rendre compte que celles-ci sont prêtes à investir des sommes supérieures au subside de la Confédération. Très précisément, alors que nous recevons 1,5 million de francs de Berne, les Universités de Genève et de Lausanne prévoient conjointement un budget supérieur à 2 millions de francs. Il va de soi que si les activités de l'IUKB devaient rester à Sion, le canton du Valais serait appelé à maintenir un subside can-

tonal. Ça se passe comme cela dans tout canton universitaire. Le subside combiné du canton et de la ville de Sion avoisine actuellement 2 millions de francs.»

Le directeur relève que «cet arrangement est remarquable puisque les Universités de Lausanne et

de Genève, avec l'aval implicite de leurs autorités politiques cantonales, souhaitent investir des montants très considérables pour un institut qui conduira des activités scientifiques dans un autre canton». Il ajoute: «Evidemment, le canton du Valais reste souverain.

Le canton pourrait estimer qu'il ne s'agit pas d'un arrangement favorable aux intérêts des Valaisannes et des Valaisans et décider de fermer l'IUKB.»

Malgré ces enjeux et l'échéance de fin 2014 qui approche, Philip Jaffé reste optimiste pour le fu-

tur de l'IUKB et indique que les échanges entre le conseiller d'Etat Oskar Freysinger et les recteurs se sont très bien déroulés. «Lausanne est très intéressée par le secteur tourisme de l'IUKB et Genève par celui des droits de l'enfant.»

Deux universités intéressées

Philip Jaffé, comment expliquer l'intérêt de ces deux universités pour l'IUKB?

Par le fait que nous sommes bons dans nos domaines académiques. Le recteur de l'Uni de Genève a dit récemment que Sion était connu sur le plan international pour ses activités dans le domaine des droits de l'enfant. Nous arborons volontiers ce label. L'IUKB recèle aussi quelques perles auxquelles les universités s'intéressent. Par exemple, nous avons mis en place la première chaire de Suisse sur l'interdisciplinarité. Nous avons également ici une portion du Centre suisse de compétence sur les droits humains. Le thème de notre dernier colloque n'a pas plu à tous, mais il a été organisé conjointement avec le Conseil de l'Europe, ce qui constitue tout de même une référence. Et nos professeurs et nos chercheurs dans le domaine du tourisme sont des as qui remportent de nombreux mandats.

Mon petit doigt me dit que les universités savent aussi qu'à terme il n'y aura plus qu'une université romande. Pour avoir le soutien futur de tous les cantons, il est utile d'avoir des antennes partout. C'est une stratégie similaire à celle appliquée par l'EPFL

qui développe des annexes dans plusieurs cantons, dont le Valais, Fribourg et Genève

Y a-t-il une synergie possible entre les chaires de l'EPFL et l'IUKB?

Probablement pas au niveau des enseignements, car les domaines sont très différents. Mais certainement au niveau des structures, du campus, du partage de salles, etc. Et de la vie nocturne sédunoise!

Si les deux universités acceptent de soutenir l'IUKB, l'Etat du Valais devra également apporter sa contribution. Et s'il décidait de ne plus soutenir l'IUKB?

La fermeture aurait un coût, car le canton a une responsabilité vis-à-vis des étudiants qui ont commencé des formations. Une fermeture prendra environ trois ans et j'estime que la facture tournera autour de 5 millions, à ajouter au subside annuel de 2 millions.

Comment expliquer le fait que l'IUKB se trouve constamment en difficulté financière?

D'abord je vous rassure: les comptes de l'IUKB sont équilib-



Selon les calculs de Philip Jaffé, le coût par étudiant à l'IUKB est très faible, en tenant compte de tous les facteurs. HOFMANN

brés chaque année et nous n'avons pas de déficit. Entre 2009 et 2011, la Confédération a procédé à un audit universitaire approfondi de l'IUKB. Nous

avons passé sur tous les critères académiques, mais le rapport relève... la fragilité financière de l'institut. Il y des raisons à cela. Contrairement à l'IUKB, aucune

université publique en Suisse ne doit payer pour le bâtiment dans lequel elle se trouve. Si on enlève cet élément immobilier, normalement à la charge du canton, l'institut ne serait pas fragile financièrement.

Pourquoi l'IUKB, qui regroupe 92 étudiants, est-il si coûteux?

Il ne l'est pas si la discussion est rationnelle et de bonne foi! Sur un budget de 3,1 millions, il y a 1,5 million qui vient de la Confédération. C'est de l'argent qui est investi, dépensé en Valais et à Sion.

Les subsides que nous recevons, d'une certaine manière nous les faisons fructifier. Nous obtenons des mandats et des financements pour des recherches, par exemple du Fonds national de la recherche scientifique, ce qui permet de créer des postes, d'engager des assistants. Cela fait vivre une communauté de chercheurs à Sion, des collaborateurs qui consomment et payent leurs impôts en Valais. Nos colloques produisent de nombreuses nuitées pour la région.

Il faut aussi prendre en compte le fait que si un étudiant valaisan qui étudie ici devait se former à l'extérieur du canton, le Valais

verserait des sommes importantes au canton qui l'accueille pour ses études. En prenant en compte tous les éléments, le coût net de l'IUKB est très faible.

Comment expliquez-vous que seuls 18 étudiants sur 92 soient Valaisans?

Nous sommes fiers que des étudiants confédérés viennent en périphérie du monde universitaire pour étudier à Sion. Cela démontre que nous proposons des formations attractives et de qualité. D'ailleurs, chaque étudiant confédéré qui étudie à Sion est sponsorisé par son canton d'appartenance.

Vous n'avez que relativement peu d'étudiants, valaisans ou non.

Pas du tout. En moyenne, nos volées ont 25 étudiants, ce qui correspond à la norme dans le monde universitaire. En plus des étudiants en cours de formation, nous en attendons 25 en droits de l'enfant pour la nouvelle volée. Pour la formation en tourisme, nous avons reçu 34 inscriptions, ce qui est énorme. Et c'est sans compter les nombreux étudiants valaisans qui suivent nos formations continues. JYG